



Symposium MMS 2019

Pas de santé sans justice

(MMS/Bâle, 6 novembre 2019) L'inégalité des chances et l'injustice rendent malade. C'est la conclusion principale du symposium du réseau Medicus Mundi Suisse de cette année, qui a eu lieu aujourd'hui à Bâle.

Prenons l'exemple de Chicago : les habitants du quartier riche de Streeterville ont une espérance de vie de 90 ans. En revanche, celle des habitants d'Englewood, un quartier défavorisé de la même ville, est de 60 ans. Cette inégalité se retrouve dans de nombreux cas à l'échelle locale, nationale, et même internationale.

L'exclusion sociale

Les causes de ces inégalités dans l'état de santé des populations ont été cette année le sujet du symposium du réseau Medicus Mundi Suisse. Que ce soit en Suisse ou à l'échelle européenne, en Inde ou au Tchad, les experts sont arrivés à la même conclusion à partir des exemples les plus divers : les inégalités constituent le principal facteur déterminant pour la santé. Les conditions socio-économiques sont étroitement liées à toutes sortes de discriminations, qui rendent malade et restreignent l'accès aux soins médicaux.

Pour améliorer la santé des populations à travers le monde, nous avons besoin d'une approche globale des inégalités. L'agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable a posé un cadre mondial, en fonction duquel les responsables des politiques de santé doivent s'orienter. Mais ce ne sont pas les seules exigences : c'est l'ensemble de la société qui doit agir pour lutter contre toutes les formes d'exclusion, de stigmatisation et de discrimination.

La coopération internationale mise à l'épreuve

Pour Erika Placella, vice-présidente du programme global santé de la Direction du développement et de la coopération (DDC), la responsabilité de la Suisse en matière de coopération au développement est de définir de façon systématique l'approche axée sur les droits humains dans ses programmes de santé en concentrant ses projets sur les plus pauvres et les laissés-pour-compte.

La question centrale est de savoir si la forme traditionnelle de l'aide au développement suffit pour créer plus d'égalité et de justice en faveur des populations les plus marginalisées. Sur fond d'injustice dans les relations économiques et de rapports de consommation basés sur l'exploitation, Eduardo Missoni, de l'université de Milan, a avancé l'argument que seul l'engagement de la classe politique internationale pour plus de justice permettra d'atteindre les objectifs de l'agenda 2030.

Pour plus d'informations :

Martin Leschhorn Strebel, directeur, n° mobile : 079 673 02 24

Carine Weiss, cheffe de projet, n° mobile : 079 897 75 85